

LE RAMADAN EN TUNISIE

Campagne anti-violence après des «menaces» contre des cafés

Une campagne préventive contre la violence pendant le Ramadan a été lancée mercredi à Tunis par plusieurs partis politiques et associations non gouvernementales, a constaté l'AFP.

L'initiative «Ramadan sans violence» répond «aux menaces dirigées contre des restaurateurs et cafés ouverts» pendant le mois de jeûne musulman, qui a débuté lundi, a expliqué Sihem Bensedrine, porte-parole du Conseil national pour les libertés en Tunisie, une ONG de défense des droits de l'homme.

Elle n'a toutefois pas évoqué de cas de menaces précis, lors du lancement de cette campagne, mais «s'il y a des agressions, nous soutiendrons les victimes dans leurs démarches juridiques», a-t-elle ajouté.

Le programme de la campagne «Ramadan sans violence» n'a pas été détaillé.

L'ouverture des restaurants et cafés durant le Ramadan a provoqué une controverse entre le ministre des Affaires religieuses Aroussi Mizouri et le mufti de la République (haut dignitaire de l'Etat), Othman Battikh.

M. Battikh, cité mercredi par le journal privé *Le Temps*, s'est dit partisan d'une fermeture des lieux de restauration «pour ne pas provoquer les jeûneurs et s'épargner les réactions hostiles des extrémistes religieux qui auraient menacé de s'attaquer à ces commerces».

Mais, dans le même journal, le ministre des Affaires religieuses a écarté toute mesure de fermeture pour «le respect de la liberté individuelle». Aucune agression contre des cafés et restaurants, ouverts avant la rupture du jeûne, n'a été enregistrée depuis le début



Sihem Bensedrine, porte-parole du Conseil national pour les libertés en Tunisie

du Ramadan. Des formations politiques étaient associées au lancement de la campagne «Ramadan

sans violence», dont le Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT), le parti islamiste Ennahda et le

parti salafiste radical Tahrir (Libération, non légalisé). Des salafistes avaient récemment été arrêtés suite à des actes de violence, notamment une agression en juin contre une salle de cinéma projetant le film *Ni Allah, ni maître* de Nadia El Fani.

«Le refus de la violence est un des principes de notre mouvement», a affirmé Mongi Ben Mostfa, membre du parti Tahrir. Noureddine Arbaoui, représentant d'Ennahda, a jugé l'initiative «excellente» et accusé d'«anciens membres du régime Ben Ali d'œuvrer à déstabiliser le pays».

Selon Hamma Hammami, secrétaire général du PCOT, «le chaos» qui serait provoqué par la violence durant le Ramadan «ne profiterait qu'aux partisans du RCD (le parti dissous de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali), à la mafia du clan Ben Ali/Trabelsi et à la police politique».

40 blessés dans des affrontements près de Sfax

Plus de 40 personnes ont été blessées, dont certaines grièvement, dans des affrontements survenus jeudi entre habitants de villages différents dans la région de Sfax (sud-est de la Tunisie), a-t-on appris de sources concordantes.

Les violences ont éclaté sur la place du marché hebdomadaire de Jebeniana, un village agricole de la région de Sfax (300 km au sud de Tunis) entre les habitants de cette localité et d'autres venus d'un village voisin, a indiqué l'agence officielle TAP.

Des armes blanches, des gourdin et des pierres ont été



Les forces de sécurité ont rétabli l'ordre.

utilisés dans ces affrontements, qui se sont étendus ensuite à l'hôpital de Jebeniana où des équipements ont été endommagés,

selon la même source. Les habitants ainsi que le personnel de l'hôpital ont réclamé des renforts de sécurité, qui ont réussi à rétablir l'ordre, a

précisé à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Selon celui-ci, Hichem Moueddeb, les violences ont été causées par un désaccord entre les habitants de Jebeniana et de Mesratia «au sujet d'un vol de voiture».

La Tunisie connaît épisodiquement des violences en province et un regain d'agitation après une période d'apaisement ayant suivi le soulèvement populaire qui a fait tomber le régime de Ben Ali.

Le 26 juillet, le président par intérim Fouad Mebazaa a signé un décret prolongeant pour une durée indéterminée l'état d'urgence instauré le 14 janvier, jour de la fuite de Ben Ali.

Remise en liberté d'un ancien ministre, figure du régime Ben Ali

Un ancien ministre du gouvernement du président tunisien déchu, arrêté le 13 avril pour corruption et financement illicite, a été remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Tunis, a indiqué jeudi l'agence TAP.

Abdelrahim Zouari est accusé d'avoir abusé de ses fonctions de ministre et financé de manière illicite le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti dissous de l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali) dont il avait assuré la direction entre 1988 et 2000.

Ce responsable a occupé des fonctions gouvernementales sous le règne de Bourguiba, avant de servir le régime de Ben Ali, chassé du pouvoir par un soulèvement populaire le 14 janvier. Il a été à la tête de plusieurs ministères notamment, la Justice, les Affaires étrangères, la Jeunesse et Sports, le Tourisme et les Transports.

Mercredi, Béchir Tekkari, un autre ministre dans le gouvernement du président déchu Ben Ali, en garde à vue depuis le 11 juillet pour corruption présumée, avait été libéré sur ordre de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Tunis.

SELON LA MAISON-BLANCHE :

«Nous devons penser à l'après-Bachar Al Assad»

Le président syrien Bachar al-Assad conduit son pays et l'ensemble du Moyen-Orient dans «une voie dangereuse», a averti jeudi la Maison Blanche, durcissant un peu plus le ton à la suite de la répression brutale menée en Syrie contre les opposants. «Il est devenu clair partout dans le monde que les actions d'Assad placent la Syrie et l'ensemble de la région dans une voie très dangereuse», a déclaré le porte-parole de Barack Obama, Jay Carney.

«Assad est sur la voie du départ (...) nous devons tous penser à l'après-Assad, comme le font déjà les 23 millions de Syriens», a-t-il insisté. «On peut dire, sans prendre beaucoup de risque, que la Syrie se portera bien mieux sans le président Assad», a encore lancé M. Carney.

Un peu plus tard dans la journée, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a assuré que les Etats-Unis allaient demander aux pays européens et arabes de mettre plus de pression sur le régime syrien pour qu'il cesse la répression meurtrière contre les opposants en faveur de la démocratie.

«Nous avons besoin du soutien des Européens, mais pas seulement. Nous avons besoin du soutien des pays arabes. Nous avons besoin de réunir un concert de voix plus fort qui puisse mettre la pression sur le régime Assad. Et nous travaillons actuellement pour y parvenir», a-t-elle indiqué.

La chef de la diplomatie a également dit espérer que la déclaration adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU mercredi, qui «condamne les violations généralisées des droits de l'homme et l'usage de la force contre les civils par les autorités syriennes», sera le premier de nombreux pas entrepris pour «faire payer» à Damas le prix de sa répression.

«Nous savons que cela a pris du temps de réunir une large coalition internationale pour dénoncer ce qui se passe en Syrie», a reconnu M^{me} Clinton lors d'une conférence de presse avec le ministre canadien des Affaires étrangères John Baird.

«Mais nous sommes engagés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour accroître la pression, y compris en prenant des sanctions supplémentaires (contre la Syrie) mais pas uniquement des sanctions américaines», a-t-elle ajouté, indiquant que les Etats-Unis et leurs alliés cherchaient de nouveaux moyens de pression.

Dans le même temps, Mark Toner, un porte-parole du département d'Etat, a annoncé que l'ambassadeur américain à Damas, Robert Ford, actuellement à Washington, retournerait en Syrie jeudi. «Il est très important qu'il retourne sur le terrain pour y effectuer le travail essentiel de contact avec l'opposition syrienne et qu'il continue à exposer nos inquiétudes au gou-

vernement syrienne, a dit M. Toner.

M. Ford avait rendu furieuses les autorités syriennes le mois dernier en se rendant à Hama, un des foyers de la contestation. Sur la chaîne américaine ABC, le diplomate a fait part de son intention de continuer à voyager à travers la Syrie, bien qu'il se dise «inquiet du sort» des personnes qu'il rencontre.

Certains analystes spéculaient jusqu'ici sur le fait que les Etats-Unis étaient réticents à appeler directement Assad à quitter le pouvoir, craignant un conflit confessionnel, une guerre civile et un risque de vacance du pouvoir dans un pays qui représente une puissance régionale au Moyen-Orient.

D'autres jugent que les Etats-Unis, qu'ils appellent ou non au départ d'Assad, ont peu de cartes en main pour influencer la situation politique en Syrie. Selon des témoins et des opposants, les forces de sécurité syriennes ont tué au moins 37 personnes mercredi, dont 30 à Hama, où les chars de l'armée sont intervenus.